

ANALYSE

Boukouss au Club de L'Economiste

Amazigh: Les attentes sont importantes

• Un bilan positif, selon l'Ircam

• Mais la généralisation de l'enseignement bute sur le manque de personnel

• Importance de la volonté politique pour réussir l'implémentation

EN dépit des difficultés qui limitent la portée de l'introduction de l'enseignement de l'amazigh dans le système éducatif, Ahmed Boukouss, recteur de l'Ircam, reste confiant sur le bilan de son institution. Boukouss, qui était l'invité du Club de L'Economiste, la semaine dernière à Rabat, rejette

toute responsabilité de son organisme. Pour lui, «l'Ircam a une mission purement consultative. C'est le ministère de l'Education qui est appelé à assumer ses responsabilités dans ce domaine». Il a avancé que son institution s'est mobilisée dès le début de ce processus. Car,

«nous avons commencé à zéro, dans la mesure où l'amazigh n'a pas été enseigné auparavant, mis à part une parenthèse durant le protectorat où des cours de dialectes amazighes et de darija étaient programmés à l'Institut des hautes études marocaines,

jusqu'à l'indépendance», a-t-il expliqué. C'est dans ce cadre que s'inscrit la participation de l'Ircam en tant qu'institution officielle chargée de la promotion de cette langue, consacrée par la Constitution de 2011, dans la formation des premiers groupes d'enseignants. Il faut dire que ces efforts ne sont pas suffisants, dans la mesure où les attentes sont énormes. Pas moins de 12.000 enseignants sont nécessaires pour couvrir les besoins, les médias... Il y a eu aussi une avancée sur le plan psycho-affectif, suite à la consécration du caractère officiel de cette langue dans la Constitution de 2011», a expliqué le recteur de l'Ircam. D'ailleurs, l'Institut royal avait élaboré un avis, en 2005, pour réclamer la constitutionnalisation du caractère officiel de l'amazigh. Il a également souligné les différents partenariats noués, dès 2003, avec les ministères de l'Education, de la Communication, de l'Intérieur... en vue de favoriser l'intégration de l'amazigh dans la vie publique. Surtout qu'il est important par exemple de «former les agents d'autorité à l'amazigh. C'est une expérience que nous avons lancée depuis l'époque de l'ex-ministre de l'Intérieur Chakib Benmoussa», a fait savoir Boukouss. Aujourd'hui, «nous souhaitons la dupliquer à d'autres départements comme celui de la Santé», a-t-il ajouté, en déplorant que l'Institut n'ait pas été écouté dans ce secteur.

Le recteur de l'Ircam a indiqué que des actions de plaidoyer sont aussi menées au niveau des partis politiques». Car, il est important de compter sur l'appui politique pour

L'enseignement de l'amazigh en chiffres

| Catégorie | Effectif | Taux |
|-------------------------|----------|--------|
| Élèves | 517.835 | 13% |
| Classes | 14.094 | 11,36% |
| Ecoles | 2.091 | 29,10% |
| Enseignants | 5.065 | 14% |
| Enseignants spécialisés | 585 | 10,35% |

Source: Ircam

L'enseignement de la langue amazighe connaît des difficultés à cause du manque de ressources humaines qualifiées. Une grande partie des enseignants, qui assurent actuellement les cours au niveau des établissements du primaire, ne sont pas spécialisés

RENCONTRE HISPANO-PORTUGO-MAROCAINE

Pétrologie – Géochimie – Géochronologie – Métallogénie

23 – 27 Mars 2015 à Casablanca

Le département de géologie de la faculté des Sciences Ben M'Sik de l'Université Hassan II – Casablanca organise en collaboration avec la Société Géologique d'Espagne et en partenariat avec le groupe MANAGEM une rencontre internationale «Experts - jeunes doctorants». Cette rencontre qui implique 10 universités dont 5 ibériques et 5 marocaines est réalisée dans le cadre de «la Réunion Annuelle de la commission de Pétrologie – Géochimie – Géochronologie des Roches Ignées et Métamorphiques CPGG-RIM» entre le 23 et 27 mars 2015.

Elle se veut un forum adéquat pour un échange étudiants-experts, qui permettra la formation des jeunes géologues par les plus grands experts en la matière lors d'une école de terrain tenue dans l'Anti-Atlas. Des tables rondes et des conférences portant sur les avancées technologiques et les nouveautés dans ces champs disciplinaires sont également programmées, ainsi que des exposés de doctorants sur leurs recherches en cours. Ceci est à même de créer et de renforcer les relations interuniversitaires à l'internationale.

dans la formation des premiers groupes d'enseignants. Il faut dire que ces efforts ne sont pas suffisants, dans la mesure où les attentes sont énormes.

Pas moins de 12.000 enseignants sont nécessaires pour couvrir les be-

Budget

AHMED Boukouss, recteur de l'Ircam, semble satisfait par les moyens mobilisés par l'Etat pour appuyer la promotion de la langue amazighe. Il a assuré que l'institut qu'il dirige «dispose de toutes les ressources humaines et matérielles pour mener son travail».

L'Ircam est doté d'un budget annuel de 70 millions de DH. Un montant prélevé du budget attribué à la Cour royale dans le cadre de la loi de Finances. Car, l'Ircam relève du Cabinet royal. Cet institut passe actuellement par une phase transitoire, dans la mesure où son statut connaîtra des changements dans le cadre de la nouvelle loi en cours d'élaboration. Ce qui n'est pas sans créer des tensions au sein des cadres de l'institut, notamment les chercheurs qui craignent que le changement de statut n'impacte négativement les avantages dont ils disposent actuellement.

Il faut signaler également qu'un septième du budget de cet institut est versé aux associations culturelles, surtout celles militant pour la promotion de la langue amazighe. □

soins pour tous les niveaux du primaire, au moment où le ministère de l'Education nationale forme à peine 80 par an. Quoi qu'il en soit, Ahmed Boukouss considère que l'implémentation de l'officialisation de l'amazigh et sa généralisation connaissent une évolution positive. Surtout «si l'on compare avec la situation avant le discours d'Ajdir», a-t-il estimé. «Notre pays a réalisé des avancées importantes en matière d'intégration de la langue amazighe dans l'ensei-

réussir ce genre d'actions. D'ailleurs «c'est grâce à l'implication de Dris Jettou, à l'époque où il était Premier ministre, que nous avons pu débiter le budget pour la chaîne T amazighya», a-t-il dit. □

Pour réagir à cet article: courrier@economiste.com